

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (DGES)

DIRECTION DE L'ORIENTATION ET DES EXAMENS (DOREX)

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR / SESSION 2013**FILIERES TERTIAIRES :**

- ASSISTANAT DE DIRECTION
- CARRIERES JURIDIQUES ET PROFESSIONS IMMOBILIERES
- FINANCES-ASSURANCE
- FINANCES-COMPTABILITE ET GESTION DES ENTREPRISES
- GESTION COMMERCIALE
- GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
- LOGISTIQUE
- RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
- SCIENCES DE L'INFORMATION
- TOURISME -HOTELLERIE

EPREUVE COMMUNE :**ECONOMIE**

Durée de l'épreuve : 3 Heures

Coefficient de l'épreuve : 3

DOCUMENT : NEPAD

Le Secrétaire exécutif, Ibrahim Assane Mayaki de passage à Abidjan (2010), fait le point sur l'existence même de cette institution ainsi que ses nouvelles missions et ambitions.

- Comment se porte aujourd'hui le Nepad, ... ?

... Je crois qu'il y a trois facteurs qu'il va falloir prendre en compte. Le premier est historique ; il s'agira de comprendre pourquoi le Nepad a été créé et comment. Le deuxième, c'est un facteur qui a trait aux résultats : quels sont les résultats que cette institution a pu produire ? Et le troisième facteur, c'est de savoir comment cette institution s'insère dans le paysage du futur africain.

- Voulez-vous approfondir le contenu des différents facteurs que vous venez d'énumérer ?

Pour le premier facteur, je dirai que la création de ce cadre de développement continental avec un fort leadership d'un certain nombre de Présidents africains était sous-tendu par deux raisons fondamentales. La première était de ne plus compter sur l'aide au développement comme étant la panacée du développement et la seconde était de faire en sorte que l'intégration économique régionale soit l'instrument essentiel du développement du continent. Et toute la signification de l'expression *nouveau partenariat* réside dans cette conception. C'est-à-dire essayer de définir par nous-mêmes, ce que nous entendons par développement au niveau continental, mettre en place des processus d'intégration régionale appropriés. Une fois que nous aurons fait tout cela, alors nous pourrons aller vers les partenaires au développement. C'est cela le nouveau partenariat... La philosophie du Nepad est donc de mettre fin aux pratiques anciennes. Et il est important de le souligner. Pour revenir maintenant à la seconde raison par rapport au premier facteur qui est

l'intégration régionale, il est amplement prouvé, d'après un homme d'analyse assez considérable académiquement, que c'est par la constitution des marchés régionaux que nous pourrions atteindre un certain niveau de compétitivité qui nous permettra de conquérir des marchés extérieurs. Voilà pour ce qui concerne le facteur historique...

- Vous avez évoqué la constitution de marchés régionaux comme étant un facteur important de développement. Or, cela ne va pas sans la libre circulation des biens et des personnes, ... Quelle est votre approche de cette question au Nepad ?

Notre avis est double. Premièrement, techniquement, nous savons comment faire pour monter des marchés régionaux. Et pour faire en sorte que les organisations économiques régionales les poussent. La question est fondamentalement politique. Il faut un niveau de leadership approprié pour se délester d'une partie de sa souveraineté et faire en sorte qu'ensemble, on construise quelque chose. Cela est extrêmement important. C'est donc une question plus politique qu'économique. Alors nous, quel est notre rôle ? C'est de démontrer les avantages à tirer de l'intégration économique régionale et de la construction des marchés régionaux. Je prends un exemple pour ce qui concerne l'agriculture. Dès que nous sommes en négociation avec l'Union européenne sur les accords de partenariat économique, les décisions des négociations doivent être prises et être suffisamment consensuelles à l'intérieur de la commission économique régionale. Deuxièmement, notre rôle, c'est de venir en appui aux commissions économiques régionales pour renforcer leurs capacités à définir des programmes, argumenter, exercer la pression sur les Etats. Et puis nous avons un troisième rôle qui me paraît important : c'est d'utiliser, informer et structurer la société civile pour qu'elle pousse vers ces questions d'intégration régionale. Parce que comme vous le savez, en Afrique de l'Ouest, les mécanismes commerciaux, par exemple, transfrontaliers sont extrêmement importants. Alors, d'une certaine manière, au niveau populaire, la prise en compte de cette dimension est très forte. Et il est important que la société civile joue un rôle de pression sur les autorités publiques afin de les amener à prendre conscience de la nécessité d'aller dans ce sens-là. Et puis techniquement on a un concept qu'on a emprunté au contexte sud africain : il s'agit du corridor du développement. Si vous regardez les flux des échanges commerciaux au niveau de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, et que vous essayez de les cartographier, vous allez voir qu'ils suivent un certain nombre de corridors. Et ces espaces peuvent être constitués en espace de développement, c'est-à-dire en infrastructures de transport nécessaires, en favorisant une meilleure circulation des personnes et des biens, en constituant un renforcement des mécanismes de communication. Ces corridors de développement vont donc se baser sur ce qui existe déjà pour accélérer l'intégration régionale. Et dans ce cas, l'Afrique de l'Ouest est une organisation qui a fait des progrès importants...

- Pour revenir aux rôles que le Nepad devrait jouer dans le cadre de la coopération économique nord-sud, quelle est votre approche des questions de dettes des Etats africains ?

... La question de la dette est une question importante. Pour laquelle il y a une mobilisation continentale, tant du point de vue méthodologique que politique. Alors je suis optimiste à ce niveau-là. La deuxième réflexion que j'ai sur ce point-là, c'est que de plus en plus, au niveau du leadership politique, il y a une prise de conscience du fait qu'il faut passer des stratégies de réduction de la pauvreté à des stratégies de croissance. Ce n'est absolument pas la même chose. On s'est laissé enfermer dans un paradigme qui consistait à réduire la pauvreté, alors que la meilleure manière de réduire la pauvreté, c'est de créer des emplois sur la base d'une croissance économique. Ce paradigme de la réduction de la pauvreté est d'essence néocoloniale. Je vais vous expliquer pourquoi. Quand nous avons des relations avec la Chine, elle considère l'Afrique comme un espace d'opportunités. En revanche, les pays du Nord considèrent généralement l'Afrique comme un continent où il y a des problèmes. A la différence de la Chine qui sait qu'il y a deux grands bassins économiques très importants, en Afrique australe avec le bassin minéral le plus important du monde et en Afrique de l'Ouest l'un des bassins pétroliers les plus importants également. Il s'agit, pour nous maintenant, de ne pas continuer sur la lancée d'exporter des matières premières, mais de faire en sorte que dans le partenariat que nous construisons qu'il y ait des bases de l'industrialisation...

- *Le Nepad vient de changer de nom et de statut. Que doit-on attendre de la nouvelle version ?*

D'un, pour conceptualiser, avant cette agence, nous avions un secrétariat. Lequel n'avait pas de mandat légal. De deux, la cohérence de son interaction avec la commission de l'Union africaine n'était pas très claire. Donc en mettant en place une agence qui est un bras technique de la commission de l'Union africaine, on crée les conditions de la cohérence entre ces deux organisations, puisque l'une est intégrée à l'autre. De trois, on donne un mandat légal qui est très clair : faciliter la coordination et la mise en œuvre des projets régionaux, débloquer les mécanismes qui peuvent permettre de faire le suivi, l'évaluation de l'intégration régionale au niveau du continent ; mobiliser les ressources pour que les projets identifiés puissent faire l'objet d'études de faisabilité et constituer des banques de connaissances qui peuvent servir à la définition de politiques publiques. On devient non seulement la première agence de développement de l'Afrique, mais étant agence de développement de l'Afrique, on devient un instrument de développement de la commission de l'Union africaine, avec un mandat légal. A partir de ce moment, on peut être évalué formellement sur la base de nos résultats. Donc la période, ...où nous faisons beaucoup de séminaires et conférences est terminée... Maintenant, on a besoin d'une volonté de mise en œuvre et d'une volonté politique pour sanctionner ce qui s'écarte de l'ordre établi...

- *Qui finance le fonctionnement de l'Agence Nepad ?*

Nos sources de financement sont définies de manière légale. Il y a une contribution du budget de la commission de l'Union africaine, il y a les contributions volontaires

des Etats et les ressources que nous pouvons obtenir à partir de partenaires, qui peuvent être intérieurs comme extérieurs. ...

- *Quels sont, en ce moment, vos projets prioritaires ?*

Nous avons deux priorités aujourd'hui. La première, c'est l'agriculture et la seconde, l'infrastructure. Pourquoi l'agriculture ? Parce que nous sommes convaincus que la capacité de création des emplois qui est un défi considérable au niveau du continent, ne sera résolue que si l'on accorde suffisamment d'importance à l'agriculture. C'est connu, 70% de nos populations, en moyenne, vivent en milieu rural. Leur principale activité, c'est l'agriculture. On a le taux d'urbanisation le plus élevé au monde, mais cela n'empêche pas qu'on continue à être massivement dans les zones rurales. Alors si l'on veut créer de l'agriculture en milieu rural, il faut lui donner de l'importance. Mais l'agriculture n'est pas un secteur, elle est une activité multi sectorielle. Parce qu'en son sein, vous avez le transport, les routes rurales, l'énergie, l'éducation, l'environnement, etc. ce qui fait qu'en donnant la priorité à cet axe, cela nous permet de faire un grand pas en avant. Notre seconde priorité, ce sont les infrastructures, parce que dans ce volet, vous avez les transports et l'énergie. Alors, quelle est l'originalité de notre démarche aujourd'hui ? C'est que nous n'allons pas nous asseoir dans nos bureaux pour inventer des programmes. On va aller sur le terrain pour voir quels sont les besoins et sur cette base, aider à construire des programmes régionaux et les mettre en œuvre. Il y a d'autres secteurs classiques dans lesquels nous allons intervenir : la santé (l'innovation pharmaceutique), l'éducation (création de centres régionaux de mathématique, par exemple), etc.

- *Quelle place accordez-vous au secteur privé dans l'accomplissement de votre mission ?*

Ce qui est intéressant, comme constat, c'est que dans de nombreux pays africains, lorsque le Nepad est né, un certain nombre d'initiatives privées se sont constituées autour de lui. Considérant que les entrepreneurs sont des gens très concrets, si le programme ne l'était pas, il n'en aurait rien été. Vous avez donc ce qu'on appelle les Nepad Business group. Mais ce qui est dommage, c'est que nous n'ayons pas profité suffisamment de leur expérience. Parce que le secteur privé en général, peut nous donner les conseils appropriés pour que nous orientions les politiques, dont l'industrialisation. On sait que l'Afrique est en voie de désindustrialisation. Et ce ne sont pas les fonctionnaires publics qui vont avoir les réponses à cette question, ce sont les agents du secteur privé. Il est donc important de faire le lien avec eux, pour que conceptuellement, nous développions des stratégies qui soient communes. En outre, un certain nombre de questions comme les infrastructures, doivent faire l'objet de partenariat public-privé. Nous privilégions cela. Il est donc absolument nécessaire pour le Nepad de s'ouvrir au secteur privé, parce qu'il détient la clé de la

création d'emplois pour le futur, comme cela a été le cas en Asie ou en Amérique latine.

Interview réalisée par **DAVID YA**

Source : FRATERNITE MATIN
Jeudi 1^{er} Avril 2010 ; P. 2 et 3

A l'aide du texte et de vos connaissances répondez aux questions :

ECONOMIE GENERALE

1°/ Définissez :

- a) – Intégration économique
- b) – Accord multilatéral
- c) – Inflation
- d) – Contingentement.

2°/ Comment l'intégration économique peut-elle propulser le développement des pays africains ?

3°/ a) Quelles sont les stratégies de réduction de la pauvreté ?

b) Pourquoi l'auteur du texte affirme qu'elles sont insuffisantes pour favoriser la croissance économique ?

ECONOMIE ET ORGANISATION DES ENTREPRISES

1°/ Définissez :

- a) – Panel.
- b) – Diagnostic externe.
- c) – Structure.
- d) – Culture d'entreprise.

2°/ Citez deux (2) moyens de financement externe de l'entreprise. Expliquez-les.

3°/ Quelle est la contribution des entreprises privées à la mise en œuvre des objectifs du NEPAD ?
